

Le Bonnet Rouge

Quotidien Républicain du soir

DIRECTION & PUBLICITÉ

14, rue Drouot (Paris 9^e) — Téléph. : CENTRAL 66-70

RÉDACTION & ADMINISTRATION

142, rue Montmartre (Paris 2^e) — Téléph. CENTRAL 90-62

Abonnements : Paris 20 fr.; Départements 24 fr.; Étranger 32 fr.

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

Cinq Centimes le Numéro (Paris et Départements) : Cinq Centimes

LE PÉRIL ORIENTAL

Renforcez Sarrail!

Non, ce n'est pas une marotte... Lorsque nous donnions le premier plan à l'expédition balkanique et que nous considérions le front de Sarrail comme le front essentiel, parce qu'il nous semblait que sur celui-là seul il était possible d'obtenir une décision, nous demandions qu'on donnât au général Sarrail des éléments suffisants pour pouvoir pousser hardiment en avant.

Hélas ! Aujourd'hui, nous n'avons plus les mêmes motifs pour demander qu'on se hâte d'envoyer des renforts à Sarrail. La situation a changé. De toute évidence, la campagne roumaine est à peu près finie pour la coalition du Centre. Quelques jours encore pour l'organisation du pays, l'établissement de retranchements solides et les armées, qui ont agi de la façon foudroyante que l'on sait, vont se trouver disponibles.

Qu'en faire Hindenburg ? Il suffit de regarder la carte pour s'en rendre compte. Il lui faut gagner la mer ; deux objectifs s'offrent à lui : valona et Salonique. Il cherchera sans aucun doute à atteindre l'un ou l'autre très rapidement, et peut-être même les deux.

Certes, on ne peut compter que le mauvais temps gênera singulièrement les mouvements de l'armée de Mackensen dans les massifs de Macédoine. Mais on sait que les difficultés climatiques pesent assez peu dans les résolutions allemandes. Les batailles dans les plaines de l'Yser se sont déroulées en plein hiver, et le soleil ne fut pas toujours de la partie lors de la campagne serbe ou de la campagne roumaine. Ne comptons donc pas trop sur le temps et sur la pluie, et précipitons-nous davantage des forces dont nous sommes les maîtres.

D'autant plus qu'un péril nouveau, extrêmement grave, s'est révélé à l'arrière de l'armée Sarrail. On ne sait pas ce que va faire l'armée grecque. Il est certain, et il suffit de lire la presse ennemie pour s'en rendre compte, qu'à Berlin et à Vienne, comme à Sofia et à Constantinople, on escompte déjà son concours. C'est une partie très rude que Sarrail va jouer, et qu'il est contraint de jouer tout de suite.

Encore faut-il qu'on ne lui marchandé pas les éléments qui lui sont indispensables. Le Journal des Débats faisait remarquer excellemment hier soir que c'est dans l'intérêt même de la sécurité de notre front qu'il convient de ne pas laisser les puissances du Centre faire la loi dans la péninsule balkanique.

Il est évident que si, par malheur, à la suite de notre imprévoyance, de nos hésitations, le plan d'Hindenburg pouvait être réalisé, le contre-coup s'en ferait immédiatement sentir de la mer du Nord aux Vosges, comme il se ferait sentir sur la totalité du front russe. Des effectifs immenses, Bulgares, Turcs et même Grecs, qui ne feraient probablement pas loin d'un million d'hommes, deviendraient disponibles.

Les Débats disent : « Nous aurions des Turcs et des Bulgares à Noyon ». Ce n'est pas invraisemblable, et il convient d'aviser.

Puisque nous allons avoir un Gouvernement qui gouverne, un Comité de Guerre et je ne sais quoi encore, souhailions que l'heure des discours, des stermoiements et des promesses soit à jamais close.

Général N.

Que tu dis !

Saintes, 11 décembre. — Un groupe de patriotes civils des régions envahies est arrivé à Saintes.

De leurs déclarations, il résulte que les Allemands, qui avaient fait assécher les terres durant les deux premières années de leur occupation, ont négligé de le faire cette année.

Leur arrogance du début semble aussi s'être beaucoup calmée. — (Radio.)

En Grèce

Londres, 11 décembre. — Du Morning Post : Les informations venues d'Athènes, bien que toujours très maigres, suffisent à indi-

quer que la Grèce est appelée à choisir entre les Alliés et les Empires du Centre.

L'EXODE DES ANGLO-FRANÇAIS

Salonique. — Les colonies françaises et britanniques de Volo ont quitté cette ville et sont arrivées à Salonique.

Aden. — La colonie grecque d'Aden a adressé un télégramme d'adhésion au gouvernement de la Défense nationale et lui a envoyé des fonds.

RETOUR DU GENERAL PELOULAS

Londres, 11 décembre. — On mande de Syra (Cyclades) au Daily Mail : Le général Pelouas, qui avait été expulsé de Jannina, à la demande des Alliés, est revenu hier ostensiblement.

LIRE JEUDI PROCHAIN

LE PRIX CONCOURT
Les plus belles pages des candidats

Tout pour la Guerre !

La production obligatoire

Berne, 11 décembre. — Après le service obligatoire, l'Allemagne va imposer dans toutes les parties de l'Empire, la production obligatoire. En d'autres termes, toute exploitation individuelle des propriétés sera supprimée. La nouvelle loi, qui va être ainsi créée, aura pour but de faire cultiver tous les terrains sous le contrôle de l'Etat.

Le Reichstag sera, dès demain mardi, appelé à discuter ce projet. C'est très probablement au cours de cette séance que M. Batocki donnera sa démission de dictateur des vivres. — (Information.)

Le Droit de Savoir

Hier soir, sans doute pour prouver au monde entier que tout va bien, la Censure supprimait dans le Temps, à la fois le « Bulletin du Jour », un article qui s'intitulait « Pensée et volonté de guerre », et la majeure partie de la Situation militaire.

C'est dire qu'il serait quelque peu paradoxal de prétendre que le Temps est un journal bien en cour.

Cependant il a pu, sans le moindre inconvenant, publier des communiqués ennemis qu'il a même pris la peine de déguiser. Il a donné ainsi les communiqués allemands d'avant-hier et le communiqué autrichien du même jour. Ces communiqués précisaient le nombre des prisonniers faits par nos ennemis au cours de leur récente campagne et la valeur du butin pris par eux.

On pense bien que nous n'allons pas protester contre cette publication, bien au contraire, et c'est avec joie que nous constatons que de nombreux journaux imitent le Temps et publient depuis quelques jours les textes ennemis.

Il est vrai qu'ils les baptisent modestement de « bulletins ».

C'est qu'en effet, la grande presse d'information s'est trouvée fort gênée, ces temps derniers. On se battait en Roumanie, et l'opinion publique était uniquement préoccupée des nouvelles de Bucarest. Or, il n'y avait pas de communiqués roumains, et nos amis Russes eux-mêmes étaient peu prodigues de détails.

L'information à des nécessités impérieuses. Comme on n'avait à se métre sur la dent que les textes venant de Berlin, de Vienne ou de Sofia, on s'est décidé à s'en servir et à les servir au peuple français.

Mais puisqu'on fait des remaniements dans le Cabinet, puisque nous allons être dotés d'un Comité de Guerre, ne pourrions-on pas tout de suite donner au pays une marque de confiance qui serait en ne peut plus opportune : autoriser ouvertement, franchement, la publication des communiqués ennemis ?

De nombreux journaux, tant à Paris qu'en province, se sont joints au Bonnet Rouge pour le réclamer. Ce matin encore, l'Éclair, après avoir publié la lettre que nous a adressée M. Bailly directeur de l'Intransigeant, proteste contre le privilège qu'ont les journaux neutres de publier et de vendre en France des textes dont la Censure interdit la publication dans les journaux français.

Cette singulière conception de l'égalité, écrit notre confrère, crée en faveur de ces journaux un avantage exorbitant. Que l'intérêt de la défense nationale exige qu'une nouvelle soit ignorée en France, nous n'en voulons pas être juges, mais ce dont nous sommes fâchés, c'est de l'opinion officielle qui estime dangereux de laisser lire en France, dans les colonnes de journaux français, ce qu'on peut lire, en français, dans les colonnes des journaux neutres, mais en vente librement en France.

Cette vente crée un tel privilège que certains journaux neutres qui en jouissent ne craignent point de l'annoncer par des affiches. Ils font savoir aux lecteurs français qu'on trouve dans leurs colonnes les communiqués, notamment des armées ennemies, qu'on s'obstine à interdire dans les nôtres.

Le point de vue commercial — pour s'en tenir à ce seul aspect de la question — c'est en faveur de la presse française un avantage considérable, car nous cherchions vainement à comprendre les raisons paradoxales.

On ne saurait mieux dire. Dans la lettre, par laquelle il a bien voulu s'associer à notre campagne, M. Léon Bailly nous rappelle que le Comité du Syndicat de la Presse avait fait, à ce sujet, il y a plus d'un mois, une démarche auprès du président du Conseil.

MINISTÈRES DE GUERRE

Des Hommes! Des Hommes!

Nous en avons, aussi, en France La Dernière Réunion du Conseil des Ministres Le Cinquième Cabinet Briand

Au Conseil des Ministres

Le conseil des ministres s'est réuni ce matin.

Aucune communication particulière n'a été faite à la presse, et ni le ministre de l'Intérieur, ni le président du Conseil n'ont voulu préciser les résultats de cette réunion.

Nous avons tenté hier de donner des renseignements précis et certains sur les modifications ministérielles projetées : la Censure nous a empêché de rien dire. Nous ne tenterons donc pas à nouveau l'expérience, mais nous pensons que ce n'est pas compromettre la stricte de l'Etat d'annoncer de très prochaines déclarations de M. Briand. D'ici ce soir, en effet, il y aura du nouveau, et du nouveau officiel.

Le Comité de Guerre

La constitution d'un Comité de guerre soulève des problèmes d'ordre divers. On a souvent objecté qu'elle était anticonstitutionnelle. En effet, l'article 6 de la loi organique du 25 février 1875, dispose que les ministres sont solidairement responsables devant les Chambres de la politique générale du gouvernement.

Dès lors, l'institution d'un Comité directeur, prenant des décisions au dehors du Conseil des ministres et entraînant cependant l'application de la solidarité ministérielle, puisque c'est tout entier dans son en-

Ils en ont, en Angleterre

„Mais il leur faut encore des milliards

Le Nouveau Cabinet

Londres, 11 décembre. — La première séance des Communes, sous le nouveau gouvernement, qui aura lieu demain, sera certainement courte. On n'attend pas de discussions du premier ministre et l'Assemblée s'ajournera probablement jusqu'à jeudi, jour où un nouveau crédit de guerre sera demandé, ce qui fournira l'occasion de débats complets sur tous les aspects de la situation militaire.

Le nouveau gouvernement, tel qu'il est constitué à l'heure actuelle, comprend 15 unionistes, 13 libéraux, 3 travaillistes et 2 neutres. Ces deux derniers sont sir Albert Stanley, qui est le plus jeune membre du nouveau ministère, âgé de 41 ans, et A. L. Fisher, qui n'appartient pas à aucun parti. Ces deux ministres, ainsi que sir Joseph Mackay, contrôleur de la navigation, ne sont pas membres du Parlement. Il faudra donc leur trouver des sièges.

Dans les nominations annoncées hier soir, trois membres seulement de l'ancien ministère conservent leur portefeuille : Chamberlain, Duke et sir F. E. Smith.

Dix membres en tout du précédent cabinet font partie du gouvernement ; de ceux-là, Lloyd George, lord Curzon, Bonar Law, Henderson, Balfour, lord Robert Cecil et Lord Chelmsford de département.

Des deux membres de l'ancien ministère qui ne figurent pas dans le nouveau, onze sont des libéraux : Asquith, lord Buckmaster, lord Crewe, Herbert Samuel, Mary Grey, Mac Kenzie, Montagu, Runciman, Mac Kinnon, Woodcock et Harcourt. Un est unioniste, lord Lansdowne. — (Information.)

DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

Londres, 11 décembre. — Selon le Daily Chronicle, Lloyd George se propose d'établir un système de Commissions ou Comités parlementaires composés suivant le système français. Ces Commissions s'occuperaient particulièrement des questions navales, militaires, financières, une commission des Affaires étrangères serait en outre organisée.

10 MILLIARDS !

Londres, 11 décembre. — Le Daily Mail : M. Lloyd George saisira l'occasion du vote de l'emprunt de guerre de 10 milliards, qui aura lieu mardi, pour proposer un grand discours qui sera à la fois une récapitulation de la guerre et le programme politique qu'attendent anxieusement le Parlement et le pays. Il pourrait se faire cependant qu'il remît son discours à un autre jour ; la première séance sera simplement remplie par une brève déclaration de M. Bonar Law, et durera peu.

LES COMMENTAIRES

Londres, 11 décembre. — Le Daily Telegraph écrit dans son éditorial : « Nous félicitons bien sincèrement M. Lloyd George pour la composition de son gouvernement. Ce choix très heureux qu'il a fait dans plusieurs cas. Il a, sans hésiter, complètement renoncé aux idées traditionnelles, ce dont il faut le louer, de même que de la rapidité avec laquelle il a déposé le poids du danger sérieux qu'il se trouvait d'être sans direction politique effective, en pleine guerre. »

« Le nouveau gouvernement est constitué de personnes compétentes dont on est en droit d'attendre une action énergique. Tout Anglais patriote doit espérer qu'il sera dans ses fonctions, un grand ministre. »

« Le Times écrit que le ministère de Lloyd George est, sans doute, la plus saine conception

semble que le Cabinet est responsable, ne paraît pas très régulière.

Il est cependant certain qu'il serait actuellement très difficile de procéder à une révision de la Constitution. La procédure serait un peu longue, quand tout le pays est d'accord pour demander qu'on agisse vite, ce qui est actuellement une qualité essentielle pour agir bien.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler que les cabinets qui se sont succédés en France n'ont pas toujours complé des effectifs aussi considérables qu'aujourd'hui. De 1871 à 1873, Thiers n'avait que neuf ministres. Le « grand ministère » Gambetta n'en comptait que onze, avec, il est vrai, neuf sous-secrétaires d'Etat. Le ministère Barbu en 1913, comptait douze portefeuilles et 5 sous-secrétaires d'Etat.

On sait que le ministère Briand vit s'ajouter aux douze ministres et aux six sous-secrétaires d'Etat, un détachement imposant de cinq ministres d'Etat, pourvus d'expériences et d'armées, mais auxquels on n'accorda pourtant pas de portefeuilles.

Le Cabinet Briand

M. Aristide Briand a déjà été président du Conseil quatre fois. Une première fois en 1909. Il succéda alors à M. Clemenceau. Il reprit le pouvoir en 1910, pour la troisième fois en 1913.

Le dernier remaniement ministériel, provoqué par une crise qui présente quelques ressemblances avec la crise actuelle, se produisit le 28 octobre 1915. On sait que M. Briand remplaça alors M. Viviani, dont il était le collaborateur.

Nous allons donc avoir un cinquième cabinet Briand.

LES CARTES DE CUIVRE

Londres, 11 décembre. — Du Times : L'annonce que désormais personne ne sera autorisé à acheter ou à vendre du cuivre sur le marché, sans permis spécial délivré par le ministre des munitions, est une excellente mesure.

La cause réelle de la hausse de 30 livres environ du prix du cuivre depuis un mois est l'achat sans restriction, aux Etats-Unis, par les marchands britanniques, manufacturiers et autres, sans la proportionner à leurs besoins.

L'effet de la nouvelle réglementation sera d'empêcher la spéculation à l'étranger par des sujets britanniques et d'arrêter la concurrence faite à l'étranger à nos marchands et à notre pays.

Des membres importants de l'industrie des métaux interrogés, ont déclaré que les règlements nouveaux ont été initiés en vue d'empêcher les industries et commerces non essentiels d'employer du métal et de s'assurer ainsi pour les usages de la guerre, le stock entier du cuivre.

Déjà !

Lord Curson va se marier

Londres, 11 décembre. — Les journaux annoncent les fiançailles de lord Curson de Kedleston, qui vient d'accepter le poste de lord président du Conseil, dans le nouveau cabinet, avec Mrs Grace Elvina Hinds, fille de M. J. Monroe Hinds, ancien ministre des Etats-Unis au Brésil.

La première femme de lord Curson, fille du millionnaire américain, M. Leiter, est morte en 1906, laissant trois filles, mais il n'y a pas d'héritier au titre.

M. Léon Chaine

Dans un de ses récents numéros, le Carnet de la Semaine, publiait l'écho qui voici : « A la liste des prêtres qui ont payé de leur vie leur dévouement à la Patrie, vient de s'ajouter le nom de R. P. Louis Chaine, de la Compagnie de Jésus, Héros de la Croix de Guerre, mortellement blessé le 9 novembre dans la Somme. Le R. P. Louis Chaine fut l'un des chefs du parti catholique lyonnais, qui, à y a dix-huit ans, fit partie de la couronne pieuse des catholiques qui combattirent, dans l'affaire Dreyfus, pour la justice et pour le droit. »

Ayant été pour la justice d'un innocent, il était logique qu'il mourût pour la cause de la

liberté du peuple. Ajoutons que M. Léon Chaine a un fils, notre confrère Pierre Chaine, qui se bat depuis deux ans sur le front et y fut blessé.

Nous avons, dans un article intitulé « Un homme », rendu hommage à l'excellent républicain, au dreyfusard ardent que fut Léon Chaine, avoué à Lyon, et auteur du livre : Les Catholiques français et leurs difficultés actuelles, dont nous avons loué l'esprit libéral et le patriotisme éclairé.

Or, une confusion s'était produite. Ce n'est pas le chef des catholiques libéraux de Lyon, ce n'est pas l'auteur de l'ouvrage cité, ce n'est pas M. Léon Chaine, qui a été tué, et il veut bien nous signaler lui-même cette méchante confusion, dans une lettre charmante.

C'est son neveu, le jésuite Louis Chaine, dont deux frères sont aussi entrés dans la Compagnie de Jésus ; le R. P. Louis Chaine était amonier-brancardier au 13^e chasseurs alpins et sa bravoure l'avait rendu très vite fort populaire.

Quant à M. Léon Chaine, il n'est pas mort, nous nous en réjouissons, et il nous informe en même temps qu'il n'est jamais entré dans l'ordre des Jésuites, contrairement à ce que le conservateur de ses papiers nous a écrits « justes ou injustes ».

« Arrivé à la vieillesse, nous dit M. Léon Chaine, j'ai gardé, non les forces, mais les idées et les sentiments de ma jeunesse. »

« J'ai eu encore passionnément la liberté de croire au Progrès. »

« Dans quelque temps, l'humanité rougira des épouvantables catastrophes actuelles. Plus que jamais, il faut répéter : guerre à la guerre ! Dire cela, ce n'est pas dire qu'il ne faut pas se défendre. »

Félicitons-nous de cette confusion, qui nous a fourni l'occasion de dire toute l'estime que nous avons pour les républicains démocrates et socialistes catholiques, qui n'ont pas cessé d'être un homme.

Si tous les catholiques étaient de la trempe de M. Léon Chaine, nous n'aurions pas à combattre l'Eglise romaine.

Ajoutons que le second fils de M. Léon Chaine, notre confrère, M. Pierre Chaine, avocat, auteur dramatique et poète, se bat encore autour de Verdun, mobilisé comme sergent, il est maintenant sous-lieutenant ; il a été blessé à la poitrine en 1915 et est à l'ordre du jour de l'armée. Son père nous dit avec raison :

« Il a montré, comme tant d'autres, que pour faire un soldat, et même un officier, il n'y avait pas besoin de tant d'années que cela de caserne. »

Bourse de Paris

DU LUNDI 11 DÉCEMBRE 1916

Le marché témoigne d'assez bonnes dispositions ; le groupe espagnol et les Industrielles russes enregistrant des progrès sensibles, on observe un peu de flottement parmi les valeurs caennaises ; la de Beers est offerte.

Fonds d'Etat : Français 3 1/2, 61.10 ; 5 0/0, 88.05 ; 5 0/0 lib., 88.85. — Extérieure, 101.70. — Russie, 100.40, 60.

Actions diverses : Banque de Paris, 1.020. — Union Parisienne, 620. — Lyon, 960. — Nord, 1.265. — Andalous, 415. — Monaco, 2.675. — 1/5, 588. — Pathé, 150. — Sayard, 432. — Disambulation, 341. — Analt, 95. — Caoutchouc, 150. — Malacca, 121.50. — Maltzof, 622. — Hartmann, 420. — Toubia, 133.

Valuers minières : Bakou, 1.625. — L'aussoy, 325. — Colombia, 720. — Grosny, 271. — 2 1/2, 100. — Boleo, 1.015. — Cape Copper, 126. — Zhaniss, 143. — Chino, 400. — Urah, 727. — Mouldenfontaine, 318.80. — Rand Mines, 39.50. — De Beers ord., 342.

LA BANDE DAUDET

L'or Royaliste

Où l'on voit que sa richesse est le principal attrait du parti royaliste, aux yeux des monarchistes

Comme son ami et collaborateur Léon Daudet, auquel il fournit, pour ses campagnes de calomnie des documents plus truqués que confidentiels, le sieur Spiard, vicaire, dilettante, manchard et inspirateur secret de l'Action française, déteste les juifs et aime le Roy.

Comme Daudet encore, Spiard n'est royaliste que parce qu'à ses yeux le parti royaliste est le plus riche, celui dont on peut le plus aisément tirer de quoi vivre largement.

C'est ce que montrait les propos de Spiard que nous avons reproduits déjà, propos qui donnaient à ce personnage le droit de se poser en précurseur de l'Action française, en maître et professeur des Daudet et des Maurras.

DES SOUVENIRS

C'est ce qui apparaît aussi à la lecture des souvenirs que le sieur Spiard a rédigés sur sa vie politique, non plus pour renseigner le Préfet de Police ou quelque commissaire de la Streté générale, mais pour se défendre.

Communiqués

862^e JOUR DE LA GUERRE

COMMUNIQUE FRANÇAIS

11 décembre, 15 heures.
Canonade intermittente au sud de la Somme.
Nuit calme partout ailleurs.

Dans la journée du 10, deux avions allemands ont été abattus par nos pilotes sur le front de Verdun. L'un est tombé en flammes près de Erabant-sur-Meuse, l'autre s'est écrasé sur le sol vers Hornerville.

Dans la même journée, nos aviateurs ont livré sur le front de Champagne plusieurs combats au cours desquels le sergent-pilote Sauvage a abattu son 7^e appareil allemand, qui est tombé en flammes au delà de Monthois. Un deuxième avion ennemi a été abattu à la lisière nord du bois d'Antry.

Dans la nuit du 10 au 11, nos avions de bombardement ont lancé de nombreux obus sur les dépôts de munitions ennemis de la région au nord de Verdun. Plusieurs incendies et de fortes explosions ont été constatés. Les cantonnements ennemis de Romagne-sous-les-Côtes ont été également bombardés.

COMMUNIQUE SERBE

Hier, feux d'artillerie et combats locaux d'infanterie.

En Roumanie

ON MANDE DE BERLIN...

Naturellement, les Allemands exploitent au maximum leur victoire en Roumanie. Les journaux ennemis multiplient les précisions, vraies ou fausses.

Comme nos confrères, nous publions, en faisant les réserves nécessaires, le son de cloche berlinois :

Les opérations des Alliés en Valachie font des progrès extrêmement rapides. Les Alliés chassent devant eux les débris de l'armée roumaine défilant dans le plaine de la Valachie orientale, appuyés au nord au massif montagneux près de Ploesti, au sud aux marais du Danube, les armées des Alliés forment maintenant, sur un front long seulement de cent kilomètres, une muraille irrésistible que rien ne peut ébranler. Les troupes débouchant du col Prédal ont opéré leur jonction avec la gros de l'armée. Près de Ploesti, la poussée a été tellement rapide que les Roumains battus à Campina et ceux qui opéraient sur le col de l'Altschunz ont pu réussir à se sauver par la fuite. Ils ont été capturés.

La voie ferrée nord-sud Kronstadt-Ploesti-Bucarest-Danube constitue pour les Alliés un moyen de transport de premier ordre auquel s'ajoute la ligne du Danube d'Izvoare à Tuturcan et Gurjui. Les Roumains en fuite ne disposent que de la seule voie ferrée conduisant de Budeau en Moldavie et d'une ligne transversale dépourvue de toute valeur stratégique.

Depuis le début des opérations, les Roumains ont perdu 150.000 prisonniers et plus de 500 canons, sans parler des pertes en morts et en blessés et du matériel capturé et détruit dans la forteresse de Bucarest.

Dans les Carpathes, les Russes poursuivent leurs offensives incessantes de diversion. Trop affaiblis en réserves et en matériel de guerre pour pouvoir secourir sensiblement les Roumains en Valachie, ils tentent vainement de provoquer une diversion au nord.

DES HISTOIRES D'ARGENT

Et, à chaque somme qu'il mentionne, Spiard pousse un soupir de regret.

A tout propos, il parle à Jules Guérin qui connaît peu — comme un petit animal ployé peut connaître un grand chef — ses sentiments à lui. Il écrit, par exemple : « Jules Guérin, de retour d'Alger, m'est allé courir par son frère de ce qui s'était passé à la Villette (candidature Sabran-Pontévis), compris tous les bénéfices qu'il pouvait tirer de cet état d'âme d'un parti aussi riche que le parti royaliste. »

Et Spiard, en nous racontant ces histoires d'argent, projette des lumières éclatantes sur le parti royaliste, l'or dont il dispose, le cynisme avec lequel il en joue, et nul désormais ne s'étonnera plus de voir Léon Daudet s'incorporer dans le royalisme.

— Il y a tant d'argent, dans ce parti ! Voici qui prouve, par exemple, en quel mépris le duc d'Orléans et ses complexes médiocrités tenaient, et tiennent encore la classe ouvrière organisée, les syndicats et leurs militants. Toute cette phalange de citoyens courageux et désintéressés.

Le duc d'Orléans n'a pas eu besoin de Charles Maurras et des antiparlementaires de l'Action française pour être bien persuadé que le peuple de France ne réclamerait jamais la restauration du pouvoir royal.

Dès cette époque, — l'affaire Dreyfus et l'agitation nationale, — Philippe d'Orléans savait que s'il n'aurait jamais en France, ce ne pouvait être qu'à la faveur de malheurs publics, d'un désastre national ou de troubles profonds.

Moins cynique, ou mieux renseigné que l'Action française, il n'escomptait pas, à cette époque, un désastre militaire. Mais il espérait qu'une révolution lui fournirait l'occasion de s'imposer à la France comme restaurateur de l'ordre.

Cette révolution, il chercha à la provoquer.

Il ne pouvait être question d'une révo-

